

Pierre Buyoya : "Une rébellion au Burundi, cela n'a pas de sens"

Jeune Afrique, 16/03/2012 Pour Jeune Afrique, l'ancien chef de l'État burundais devenu médiateur revient sur les missions qu'il a menées en Centrafrique et entre les deux Soudans, ainsi que sur la situation politique dans son pays. Jeune Afrique : Vous vous êtes récemment rendu en Centrafrique pour le compte de l'Organisation internationale de la Francophonie. Pourquoi ?

Pierre Buyoya : Pour faire le point, un an après les élections. J'ai pu constater qu'il y avait un début de dialogue entre le pouvoir et l'opposition, qu'il faut encourager. Il est vrai aussi qu'il y a des poches d'instabilité. On l'a vu avec l'offensive menée contre le rebelle tchadien Baba Laddé, fin janvier, ou avec les exactions de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA). Mais on ne peut pas dire que le pays tout entier soit menacé de déstabilisation. Quant à Baba Laddé, on sait depuis longtemps que c'est un bandit, un coupeur de route. Je suis surpris de voir qu'il a maintenant des revendications politiques. Est-il manipulé ? Peut-être. Vous êtes aussi à la tête de la médiation de l'Union africaine pour le Soudan et le Soudan du Sud. Comment mettre fin au blocage ? Il faut savoir que 80 % du contrôle se trouve dans le Sud, alors que les infrastructures sont dans le Nord, et que Khartoum et Djouba ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les redevances que le Sud doit payer pour utiliser ces infrastructures. À cela s'ajoute le problème de la contribution que le Sud doit verser au Nord pour l'aider à amortir les conséquences induites par la perte de sa principale source de revenus. Fin 2011, le Nord a saisi une partie du contrôle appartenant au Sud afin d'obtenir le paiement de ce qu'il estime lui être dû. Le Sud a réagi en arrêtant toute la production. Nous lui avons proposé, sans succès, d'effectuer un paiement transitoire en attendant qu'un accord soit trouvé. Néanmoins, les deux parties ont décidé de reprendre les négociations le 6 mars. Cela pourrait aboutir au redémarrage de la production contrôlée. Mais le contrôle n'est pas la seule pomme de discorde... Non. Il y a aussi des problèmes de sécurité liés à la guerre entre Khartoum et sa province du Sud-Kordofan. Cela a créé un climat d'insécurité à la frontière entre les deux Soudans, qui sont au bord de l'affrontement. Sans oublier le cas d'Abyei, l'enclave occupée par Khartoum, la démarcation de la frontière commune... Le niveau de confiance est très faible. Vous venez de publier un livre sur les négociations interburundaises qui ont abouti à l'accord d'Arusha, en 2000. Fallait-il, pour avoir la paix, partager le pouvoir sur des bases ethniques ? À Arusha, nous nous sommes mis d'accord pour reconnaître l'existence des ethnies. Nous ne pouvions pas continuer à les nier alors qu'elles avaient causé d'énormes dégâts. Il fallait intégrer cette réalité dans la gestion du pouvoir. Nous avons opté pour la méthode classique, un homme une voix, tout en mettant en place des mécanismes de protection des minorités tutsie et twa. Dix ans après, cela fonctionne. L'ethnisme est derrière nous. Pourriez-vous, alors que vous êtes membre de l'Union pour le progrès national (Uprona), un parti à majorité tutsie, adhérer au Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD), au pouvoir, issu de l'ex-rébellion hutue ? Beaucoup de membres de l'Uprona ont rejoint le CNDD-FDD. Moi, je ne peux pas. Il ne serait pas crédible que quelqu'un qui a prêté son nom au destin du Burundi au nom de l'Uprona aille ailleurs. Je reste un militant de ce parti et je n'ai pas envie d'en changer. Les élections de 2010, en partie boycottées par l'opposition, font craindre la rupture de l'équilibre retrouvé à Arusha. C'est votre avis ? Le boycott a eu des conséquences graves sur le fonctionnement de la démocratie. C'est comme si nous revenions à l'époque du parti unique. Le pouvoir aurait peut-être dû rassurer l'opposition. Mais en dépit de ce que l'on entend, une rébellion comme celles que nous avons connues auparavant a peu de chances d'éclater de nouveau, parce qu'elle n'aurait pas de fondement politique. Il ne faut pas répéter le passé. À Propos recueillis par Tshitenge Lubabu M.K. Regarder la Vidéo de l'Interview